

# Déclaration du Bureau National de l'UNEF

## Réforme Bayrou : nos études en danger !

Depuis plusieurs mois, Bayrou nous concocte une réforme de l'enseignement supérieur, officiellement en écoutant notre avis. Le premier résultat concret - un rapport d'étape qui fixe les grandes lignes - prouve une fois de plus qu'une réforme sans moyen et ayant pour but de nous adapter aux critères ultra-libéraux ne peut être que catastrophique. Les mesures envisagées sont dangereuses, dans la droite ligne du Rapport Laurent, et visent à transformer les universités publiques en facs Coca-Cola. **Le Bureau National de l'UNEF refuse catégoriquement les mesures suivantes :**

- Mise en place d'un système de triage des étudiants dès le premier semestre du DEUG, pour les sélectionner en fonction des résultats d'un examen. Bayrou a beau démentir, pourquoi mettre en place un examen et un jury ? L'UNEF proposait une période d'orientation d'un mois et demi maximum, sans examen, une découverte de l'enseignement supérieur dès le lycée et la création de cours optionnels de soutien aux étudiants en difficulté.
- Casse des bourses sur critères sociaux, avec l'Allocation Sociale d'Etude, qui serait attribuée en fonction des filières d'étude, des revenus propres de l'étudiant (impossible à déterminer réellement) etc... De plus, un guichet social unique est prévu pour remplacer les CROUS. A Caen, où le dossier unique est expérimenté, on demande aux étudiants de choisir entre une place en cité-U et une bourse ! L'UNEF exige un doublement du nombre et du montant des bourses (pour atteindre les 40 % de boursiers rapidement), la gratuité des études, afin d'assurer plus de justice sociale.
- Gestion des universités comme des entreprises : elles pourraient vendre leurs locaux (quelle banque va s'installer à la Sorbonne ?), être dirigées par des managers et non plus des universitaires. Une Agence de modernisation a pour but de pousser les universités à être rentables. Au contraire, l'UNEF se bat pour une démocratisation de l'université.
- Même les seconds cycles sont visés : un semestre entier devrait être passé en Europe et un autre en stage. Comment éviter dans ces conditions une baisse de la qualité de nos études ? Le CNPF, qui veut de stages diplômants pour faire rentrer le SMIC-jeunes par la fenêtre, peut se réjouir. Toutes les formations n'ont pas obligatoirement besoin des stages et de voyages, après la pensée unique, Bayrou invente la formation unique !

Ces quelques exemples prouvent la nocivité des projets de Bayrou, mais rien n'est joué. **C'est maintenant qu'il faut agir.** Le ministre lui-même dit que tout n'est pas bouclé, qu'il tiendra compte de nos réactions dans le texte définitif, prévu pour fin mars. L'UNEF prendra les dispositions pour que les étudiants puissent juger sur pièces, et ne pas laisser un sujet aussi important se régler sans eux.

Il y a un an, nous avons arraché des crédits d'urgence - certes insuffisants - nous pouvons aujourd'hui contraindre Bayrou à nous écouter réellement. D'autres tentatives de casse du service public de l'enseignement supérieur ont échoué dans le passé. D'ailleurs, il a déjà pris en compte certaines revendications du mouvement étudiant, en proposant la création d'une Carte Nationale des Passerelles (pour faciliter les réorientations), en confirmant le principe de l'année Joker pour les boursiers redoublants, en introduisant plus de transparence pour l'attribution des allocations de recherche. Il dépend de nous que ces rares avancées soient réellement mises en oeuvre, d'autant que toutes les dépenses supplémentaires sont repoussées à 1999.

En novembre - décembre 1995, les étudiants ont prouvé leur force, leur capacité à proposer et à réfléchir sur leurs études. Dès maintenant, nous pouvons empêcher Bayrou de casser l'université et gagner des moyens supplémentaires, plus de personnel ATOSS et d'enseignant chercheurs. **Notre mobilisation sera décisive.**

Paris, le 09 février 1997